

A PROPOS DE L'EXPOSE DE ROCARD SUR LE CAPITALISME

---

Ce qui caractérise le socialisme scientifique c'est la rigueur de ses concepts et de sa méthode. Aussi, il nous a semblé utile, à propos d'un exposé de Michel ROCARD sur le capitalisme de préciser et d'expliciter la notion de capitalisme monopoliste d'Etat que le camarade met on cause.

Tout d'abord, il faut se référer aux définitions des marxistes : le terme de "capitalisme de monopoles d'Etat" ne figure pas dans "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme" mais dans "l'Etat et la révolution" bien que LENINE l'ait décrit dans le premier ouvrage. Cependant, la définition la plus claire et la plus opératoire se trouve dans "La guerre et la Révolution" : "Le capitalisme de monopoles a apporté le principe de la fusion de ces forces gigantesques que sont le capitalisme et l'Etat". De son côté, BOUKHARINE précise : "L'avenir du capitalisme appartient à des formes économiques du capitalisme d'Etat"... "L'Etat se transformant directement en patron et en organisateur de la production". Avant de développer les termes de l'expression pour voir quelle est sa signification exacte, nous allons montrer ce à quoi elle succède : c'est-à-dire à la théorie de l'Etat tel que MARX pouvait le décrire et l'expliquer : "Les conditions actuelles de la propriété sont maintenues par le pouvoir d'Etat que la bourgeoisie a organisé pour protéger les conditions de sa propriété". Le rôle de l'Etat est bien celui de l'"Etat-gendarme" et cette expression est heureuse car chacun sait que le gendarme protège les possédants contre ceux qui n'ont rien.

Ainsi, la notion de capitalisme monopoliste d'Etat correspond à deux transformations fondamentales:

- Fin du capitalisme de concurrence que MARX prévoyait déjà quand il disait que la concurrence conduit au monopole. (Il faut préciser que les marxistes entendent "monopole" dans son acception la plus large, le purisme sémantique voulant que l'on parle plutôt d'oligopole. Cette querelle n'a en fait aucun intérêt : GALBRAITH ne disait-il pas "l'oligopole est un monopole qui n'a pas réussi" ? de toute manière les deux comportements sont pratiquement semblables.)

Le problème est de savoir à quel moment un pays entre dans la phase monopoliste. Le critère est très simple : c'est le fait que les grandes entreprises dominent la vie économique. C'est le cas aux USA, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Japon, mais aussi en France et en Italie. Même si ces deux derniers pays sont en retard par rapport aux autres sur le plan de la concentration, tout ce que l'on peut dire est qu'ils sont moins monopolistes, mais dire qu'ils ne le sont pas serait affirmer qu'ils sont encore au stade du capitalisme de concurrence, ce qui est totalement démenti par les faits. Il suffit de se référer à quelques chiffres significatifs. En France en 1966, 50 % du chiffre d'affaires des entreprises privées était réalisé par 1 600 entreprises sur 650 000 (soit 0,04 %) ; 70 % des investissements privés sont le fait de 500 entreprises. Il faut remarquer encore que les secteurs les plus concentrés sont les secteurs en plein essor : automobile, chimie, construction électrique, etc...

Mais cela n'est que le cas français, or chacun sait que la taille des entreprises françaises est en général inférieure à celle de leurs homologues allemandes ou américaines (ex : 26,8 % d'Entreprises de plus de 500 employés contre 38,8 % en Allemagne, effectif moyen II en France contre 17 en Allemagne, 27 en Belgique et aux Pays-Bas, 53 aux USA. Que dire alors de ces pays !).

.../...

- La seconde transformation concerne l'Etat. L'économie bourgeoise parle d'interventionisme depuis le new deal américain (alors que les marxistes avaient décelé ce fait dès le début du siècle sinon la fin du précédent). En effet, si l'Etat continue à être le protecteur de la propriété bourgeoise (armée, police, justice..) et si l'identité d'origine entre les dirigeants d'entreprise et les hauts fonctionnaires reste ce qu'elle était, l'Etat participe directement à la vie économique et cela pour sauvegarder le capitalisme. Quels sont ses buts ?

Mettre toute sa puissance dans la balance pour diminuer l'effet des crises cycliques, arbitrer entre les intérêts de certains capitalistes et les intérêts de tous les capitalistes ; favoriser et impulser la modernisation du système (fusions, etc,...). Il est en fait le coordinateur des intérêts capitalistes, il devient le garant du profit des monopoles :

- en reprenant à sa charge des secteurs non rentables (cf. les nationalisations) ;
- en renflouant des entreprises en difficulté ;
- en accordant aux monopoles des avantages directs (subventions) ou indirects (politique fiscale).

Mais en dernière analyse, le critère fondamental du CME est celui du financement systématique des investissements les moins rentables pour le capital privé. Tous les points cités plus haut se ramènent à cela. Ceci est d'ailleurs facile à comprendre puisque l'Etat est devenu le garant du système et le garant du profit des monopoles. Ainsi, en 1962, les entreprises publiques ont réalisé 48, 8 % des investissements productifs totaux alors qu'elles ne concourent qu'à 11, 7 % du total de la valeur ajoutée brute. On voit que ces chiffres sont encore loin de représenter toute la réalité puisque ils ne tiennent compte ni des investissements improductifs que l'Etat finance pour leur quasi totalité, ni de l'apport total des autres organismes d'Etat qui ne financent pas seulement les entreprises publiques (FDES, CDC, crédit national, à noter le fait que l'Etat finance plus de 80 % du crédit à moyen terme.)

Il est cependant bien évident que tout ne se passe pas sans conflits. Conflits entre des intérêts capitalistes déterminés et l'intérêt de tous les capitalistes. De plus, l'Etat a une vue globale des rapports de force et le camarade ROCARD a raison lorsqu'il dit que "le rôle de l'Etat est d'arbitrer entre les fractions modernes du capitalisme et les couches archaïques" ; il faut même aller plus loin. En certaines circonstances, l'Etat peut faire des concessions à des couches non-capitalistes (ex : la loi restreignant l'implantation de magasins à grande surface pendant 3 ans) mais cela n'est que temporaire et répond à des nécessités politiques évidentes de ne pas brusquer les choses, ce qui pourrait mettre en péril tout le système. Toutes ces contradictions sont réelles mais ce ne sont que des contradictions secondaires et temporaires. A long terme on s'aperçoit que la politique de l'Etat répond aux intérêts des monopoles et on peut dire que c'est une erreur extrêmement grave que de déclarer qu'il y a "conflit global entre la stratégie des grandes firmes et celle du pouvoir d'Etat" car, en prenant l'accessoire pour l'essentiel et la contradiction secondaire pour la contradiction principale on est conduit à penser que l'Etat\* de classe, mais qu'il est une force indépendante qui tenterait de mater ses grands féodaux. Il n'en est rien et l'on peut dire que la France est bel et bien au stade du capitalisme monopoliste d'Etat depuis la fin de la seconde guerre mondiale (il est bien évident qu'il n'y a pas de date précise mais que comme pour tous les phénomènes de cet ordre il y a lente gestation dans l'état de chose ancien).

Ceci est un fait incontestable. Le seul problème est celui des conclusions politiques qu'il faut en tirer et en particulier de celles qu'en tire le P.C.F. Nous ne pensons pas pour notre part que le CME implique la lutte contre les seuls monopoles.

Cette question serait à notre sens à insérer dans l'un des prochains numéros de la brochure.

\* Ajouter entre l'Etat .... de classe : l'Etat n'est pas un Etat de classe, mais etc.